

CIBLE

Propagande

Dans leur naufrage idéologique, les dévots de l'ultra-libéralisme se raccrochent à ce que la tempête financière n'a pas encore emporté.

Ils font l'apologie de l'euro, de la Banque centrale européenne, de son président. La monnaie (partiellement) européenne nous protège ! La Banque de Francfort a vu venir le coup ! Jean-Claude Trichet est génial !

Étrange protection ! La crise financière frappe plus ou moins durement les pays membres de la zone euro – mais elle frappe. Nous ne sommes protégés ni de la récession économique, ni de la spéculation financière, ni de l'immense désordre qui règne dans le secteur bancaire. La crise venue des États-Unis n'a pas été anticipée puisque les réactions nécessaires à l'assèchement du crédit ont été tardives et demeurent partielles. Le chômage augmente et les salaires sont trop faibles pour soutenir la demande globale.

De fait, la Commission européenne prévoit une croissance nulle dans la zone euro comme dans toute l'Union européenne, ce qui anéantit la propagande sur l'euro protecteur. Ajoutons que l'euro n'est pas à l'abri d'une tourmente monétaire car la hausse du dollar n'est en rien assurée.

DÉFENSE NATIONALE

Crise dans l'armée ?

France

**Nos atouts
sacrifiés**

p. 12

Obama

**Quel
délire !**

p. 2 et p.5

La cavale des dévots

Qu'on ne nous dise plus, mais jamais plus, que les royalistes ont le culte de la personnalité ! Au lendemain de la victoire de Barack Obama, le délire médiatique évoquait la transe qui saisit une tribu idolâtre ayant abusé des champignons hallucinogènes.

Chants énamourés ! Prières ferventes ! Nouvel Âge dans l'histoire de l'humanité ! Les dévots cavalaient d'une chaîne à l'autre, pauvres en informations, riches en clichés bourrés de superlatifs, de candides sucreries, de guimauves pataphoriques.

Le ton était donné sur la page d'accueil de *Yahoo !* qui présentait Barack Obama comme le *président du monde*. Dérapage d'un jeune rédacteur de dépêche ayant carburé au whisky-coca tout au long de la nuit américaine de la chaîne LCI ? Non point. Les mêmes mots avaient surgi au cours de cette nuit mystique dans le cerveau enfiévré d'Étienne Mougeotte, phare de la pensée médiatique, coryphée des sciences politiques, qui nous communiqua par le truchement du *Figaro* la bonne nouvelle : « *Désormais Barack Obama n'est pas seulement l' élu du peuple américain, il est par procuration une sorte de président mondial désigné*

par acclamation avant même le verdict des urnes. »

Organe de la **Génération morale** (qui s'en souvient ?), *Libération* ne fut pas en reste. Cela fait longtemps que notre confrère fait dans le mondial : le 1^{er} novembre 2004, il avait annoncé sur sa première page *The world election* et c'est encore à la Une qu'il proclame quatre ans plus tard *We have a dream* avant de nous révéler, sous la plume de Laurent Joffrin que le divin Barack « *n'est peut-être pas le héros du progressisme que fantasme la gauche française* » tout en concluant qu'il faut « *essayer d'y croire* ». Obama, opium du peuple : la gauche oligarchique ne nous aura décidément rien épargné.

Le délire mystique fut d'autant plus impressionnant qu'il fut accompagné, avant et après l'élection, d'émouvants discours de contrition. Dès l'aube du 5 novembre, Michel Wieviorka, sociologue, nous mettait en demeure de « *tirer*

les leçons de la victoire d'Obama »... « *en matière de diversité et de reconnaissance des différences* ». Autrement dit : promotion des **minorités visibles** (c'est-à-dire raciales) dans notre nation qui, à juste titre, ne connaît point de minorités et récuse le concept de **race**. La veille des élections américaines, on débattait à la télévision sur l'hypothèse d'un *Obama français* en prenant des mines de briseurs de tabous. Or cette question est posée chaque fois que les Américains élisent un président démocrate : il y eut le Kennedy français (la risible tentative de Jean Lecanuet) et maints bavardages télévisés sur le *Clinton français*...

Par bonheur, Lagarde vint. À un journaliste qui lui demandait quand la France serait capable d'élire un président issu de l'immigration, le ministre des Finances répondit tout bonnement que la chose était faite... depuis l'élection de Nicolas Sarkozy. Pour une fois, merci Christine Lagarde !

L'euphorie matinale était telle que les Bourses ne pouvaient manquer de participer à la fête. D'ailleurs, *Le Monde* de la veille avait prévenu les spéculateurs : « *Enthousiastes, les Bourses mondiales attendent le verdict des urnes. Malgré la publication, depuis plusieurs jours, de mauvais chiffres macro-économiques, les Bourses européennes ont toutes fini en nette hausse, mardi 4 novembre, comme dopées par la perspective de l'élection d'un nouveau président aux États-Unis, pendant la nuit* ».

Patatras ! Le 5 novembre, le CAC 40 perdait 1,98 %, le Footsie londonien faisait pire (- 2,34 %) et, au cœur du *Obama paradise* le Dow Jones allait encore plus mal (- 5,05 %).

Pour reprendre une formule passe-partout, chère aux pythies qui consultent ce thermomètre aussi précis qu'une boule de cristal regardée par une voyante caliborgne, cela ressemblait fort à un *retour au réel*.

Plus triviale, je dirai ceci : après l'ivresse, la gueule de bois. Plus poétique, j'ajouterais : après les éléphants roses, les noirs corbeaux sur la plaine.

Retour au réel, donc : sur *Yahoo !* Dans l'après-midi du 5 novembre, la photo du *président mondial* avait été remplacée par celle de Christine Aguilera dont on nous annonce « *le retour avec un best of. Volera-t-elle la vedette à sa rivale Britney ?* ».

Sic transit gloria mundi...

Angélique LACANE

royaliste 
BIMONATHE - DIRECTEUR POLITIQUE : MICHAEL MOURGON

SOMMAIRE : p.2 : La cavale des dévots - p.3 : Le vif du sujet - Loi de l'Histoire - p.4 : Le marché des actions - p.5 : Anti-américanisme - p.6/7 : Crise dans l'armée ? - p.8 : Sites - La violence d'une oubliée - p.9 : Lire Günther Anders - p.10 : Boni de Castellane - Il risque de pleuvoir - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Nos atouts sacrifiés.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Le vif du sujet

Quel est l'enjeu, au Parti socialiste ? Pas telle ou telle personnalité, mais le programme qui permettra d'en finir avec l'ultra-libéralisme. De ce point de vue, les carottes sont cuites : la ligne ne changera pas.

Ne perdons pas de temps à comparer les défauts de Ségolène Royal, Bertrand Delanoë et Martine Aubry : tous appartiennent à l'aile droite du Parti socialiste, tous sont depuis longtemps intégrés à l'oligarchie, tous ont préconisé le Oui en 2005 et tous sont coresponsables de la catastrophe économique et financière qui s'abat sur nous.

Si nous avons le cœur à rire, nous pourrions plagier le célèbre mot d'ordre maoïste : feu sur le quartier général du social-libéralisme ! Mais le spectacle donné par les chefs de l'aile droite est trop lamentable pour susciter la moindre boutade. D'où notre constat - celui d'observateurs persuadés, depuis 1994, que le Parti socialiste n'a pas d'avenir. Pourquoi ?

La fracture ouverte en 1983 par le tournant de la rigueur aurait dû s'élargir au point de provoquer une scission entre les ralliés à l'idéologie dominante (Jacques Delors, Michel Rocard, Lionel Jospin) et ceux qui étaient décidés à défendre les principes et le programme rénové du socialisme démocratique. Jean-Pierre Chevènement a été cohérent avec lui-même mais il n'a pas été suivi. Les dirigeants de la Gauche socialiste n'ont pas tenté l'aventure - qui aurait probablement échoué. C'est après la victoire du Non en 2005 que la grande rupture était possible. Laurent Fabius

pouvait solder les comptes ouverts depuis 1983, prendre acte de la profonde division entre socialistes et créer un nouveau parti dans la fidélité à Jean Jaurès et à Léon Blum. Il n'a pas eu ce courage : battu par Ségolène Royal en 2007, on l'a vu soutenir Martine Aubry. Pitoyable.

Au lendemain du vote sur les motions (6 novembre), Jean-Luc Mélenchon, sénateur de l'Essonne, et Marc Dolez, député du Nord, ont eu les mots qui s'imposaient : « ça suffit comme ça ! ». Ils quittent le Parti socialiste et fondent une nouvelle organisation en référence à *Die Linke*, que dirige en Allemagne Oskar Lafontaine. C'est leur affaire. Ce ne sera pas la nôtre car Jean-Luc Mélenchon est d'un sectarisme méticuleux et ne veut rien connaître dans ce qui n'est pas estampillé à gauche. Nous lui souhaitons cependant bon vent, tout en doutant qu'il puisse devenir ce que Lafontaine est à l'Allemagne. Du moins pourrait-il réunir de nombreux militants socialistes qui refusent l'alliance au centre dont rêvent les oligarques roses. Cela permettrait d'affaiblir un parti qui est sur la voie d'un irrémédiable déclin - comme naguère le Parti communiste - et qui ralentit, par sa masse inerte, les indispensables recompositions politiques.

Sylvie FERNOY

Loi de l'Histoire

Le ministre de l'Éducation nationale aurait fait une nouvelle provocation. Il vient d'annoncer que les programmes scolaires d'Histoire pourraient être fixés par le Parlement.

Zone de turbulence annoncée. Au cours d'une réunion de la *Mission d'information sur les questions mémorielles* de l'Assemblée nationale, Xavier Darcos a lâché : « *Est-ce qu'il ne faudrait pas qu'une bonne fois pour toutes ce que nous considérons comme devant être enseigné aux élèves soit prescrit par la représentation nationale ? Pour l'Histoire en particulier, je me demande même si ça ne s'impose pas.* » Et d'ajouter : « *Nous n'aurions pas ces questions ?* », en référence à la polémique créée quand le chef de l'État avait proposé de faire adopter un enfant juif mort en déportation par chaque élève de CM2.

Pour nombre de professeurs d'Histoire du secondaire et de l'université, les propos du Ministre illustrent là une nouvelle tentative de mise sous tutelle de leur discipline. La liste inquiétante des signes d'une telle évolution ne fait que s'allonger. Depuis l'année 1990 qui avait vu l'adoption - presque unanimement saluée à l'époque - de la loi Gayssot condamnant le **néga-tionnisme** au sujet de la Shoah, le nombre d'événements qu'il est impossible de contester publiquement ne cesse de s'accroître. Des délits particuliers ont même été créés tandis que la loi a élargi la notion de **crime contre l'humanité** et de **génocide** à des événements ne désignant plus uniquement ce qui s'était passé pendant la Seconde Guerre mondiale.

Dernière en date, la loi du 12 octobre 2006 institue un délit de **contestation du génocide arménien** alors qu'une dé-

cision cadre du conseil des ministres européens du 20 avril 2007 généralise celui de **banalisation grossière** de ces crimes, quelles que soient les époques et les autorités en cause. Le flou est inquiétant.

À tel point qu'au dernier salon de l'Histoire de Blois, l'association *Liberté pour l'Histoire*, présidée par l'historien Pierre Nora, a lancé un appel européen pour rappeler, « *qu'au-delà de la répression indiscutable et nécessaire du racisme et de l'antisémitisme on doit être préoccupé de voir renaître une véritable censure intellectuelle, sous la dictée de mémoires concurrentes et de calculs électoraux, qu'on ne saurait confondre avec la discipline historique.* » Et de demander « *que celles des lois mémorielles qui ne sont pas encore applicables n'entrent pas en vigueur dans leur forme actuelle.* » (1)

À ce sujet, notons tout de même que la mission parlementaire devant laquelle a comparu le ministre de l'Éducation nationale a connu de très beaux moments, notamment lorsqu'il a été signifié par les plus illustres historiens que l'Histoire et son enseignement sont certes destinés à permettre à la nation de trouver des repères communs et partagés, mais qu'on ne doit pour autant pas renoncer à un attachement critique à la culture commune.

Christophe BARRET

(1) Françoise Chandernagor & Pierre Nora - « *Liberté pour l'Histoire* », CNRS éditions (prix franco : 5 €) et appel à signer sur le site de l'association *Liberté pour l'Histoire* : <http://www.lph-asso.fr>

 Achat immédiat

« La création de valeur » des marchés actions

Patrick Artus, chef économiste de Natixis, a édité le 30 octobre 2008 une note d'analyse « Reste-t-il vrai que les actions ont un rendement élevé à long terme ? » qui démolit le mythe libéral, communément accepté, selon lequel le rendement des actions sur le long terme est supérieur à celui des obligations.

En quoi cette analyse est-elle capitale ?

Toute la vulgate libérale a vanté les mérites de la Bourse, *créatrice de valeur*, promouvant au-dessus des intérêts des États, ceux des investisseurs particuliers. La libéralisation de l'individu (riche bien sûr) trouvait son apogée dans la croissance forte et sans risque des actions cotées en Bourse. Ce mouvement, occidental, était pourtant récent. Il date précisément de 1982. Des sénateurs français promoteurs des fonds de pension illustraient en 2003 leur rapport « *Planification sur l'épargne en actions des ménages* » sur la nécessité de passer au système de retraites par capitalisation, un graphique construit sur les données Insee (1) de 1913 à 2000, mesurant les évolutions des rendements des capitaux investis dans l'or, les obligations et les actions, en concluant que la richesse était assurée dans les investissements en actions de sociétés cotées en Bourse. Seulement ce graphique montrait que de 1913 à 1982 les rendements des actions et ceux de l'or se situaient dans le même tunnel. Le décrochement en faveur des actions commençant en 1982 aspirait à l'éternité.

1982. Jean-Luc Gréau dans son excellent ouvrage *La trahison des économistes* explique qu'il s'agit de la période de libéralisation des économies américaines et anglaises

sous Reagan et Thatcher. Des pans entiers de l'économie gérés par l'État, dont les retraites, sont privatisés. La valeur est transférée du public vers le privé et s'exprime dans l'envolée des cours de Bourse.

1982. C'est le début d'une époque dont nous vivons à ce jour les funestes limites. La recherche de la **création de valeur**, le Graal des investisseurs, a conduit les entreprises à délocaliser leurs productions vers des pays à main d'œuvre moins chère (Mexique puis Asie pour les États-Unis), à accélérer la désindustrialisation de nos économies, à compenser ces défauts de productions par les importations (déficits de la balance courante), à générer de la précarité et du chômage (déficits publics), à se financer par la dette.

La recherche de **création de valeur** tourne à vide. Le curseur de 15 % de rentabilité sur les capitaux investis, qui n'a aucun sens en macro-économie - *en effet, une PME avec un taux de croissance de 15 %, sur le long terme, devient mathématiquement plus riche que la planète qui connaît un taux de croissance de 2,1 %* -, imposé sur la durée par les fonds de pension, n'a été possible dès 2002 que par le siphonage des richesses des entreprises cotées par la double politique de :

- 1) distribution de dividendes larges ;
- 2) rachats d'actions.

Une entreprise cotée peut acquérir ses propres titres pour les soustraire au bénéfice de la distribution des dividendes, les conserver, les placer dans leurs fonds de pension ou les annuler. Moins de titres sur le marché, pour un dividende défini, accroît mécaniquement le ratio *dividendes / titre*. L'objectif du rendement meilleur est atteint. Aux États-Unis, les rachats nets des augmentations de capital sont passés de 0 en 2002 à plus de 8 % du PIB en 2007. Pour les entreprises cotées du S&P 500, ces rachats ont bondi de 350 % sur cinq ans pour atteindre 587,23 milliards de dollars en 2007, dépassant les profits enregistrés (2) ! Sur la même période, les dividendes ont doublé. Ces mêmes règles sont appliquées aux entreprises françaises du CAC 40. Les rachats d'actions ont doublé en 2007 (19 milliards d'euros). Ils représentent un tiers des montants totaux des dividendes et rachats contre 20 % en 2006.

Ces entreprises ont financé ces redistributions de richesses aux actionnaires en empruntant massivement. Les grandes entreprises cotées, avec la complicité intéressée de leurs états-majors, dont la rémunération repose beaucoup sur la performance du cours de Bourse, ont privilégié l'enrichissement des actionnaires, appauvrissant leurs entreprises, au détriment par exemple d'une meilleure rémunération de leurs salariés.

Ainsi la part des salaires dans le PIB des pays du G7 a chuté de 5,8 % entre 1983 et 2006 et de 9,3 % en France. (3)

Ces *paradis* actionnariaux, artificiellement créés, court-termistes, expriment en substance la fin du mythe libéral de la création *sans risque* de valeur des marchés actions.

Les crises à répétition (2001-2003, 2007-2008) entraînant de fortes baisses de ces marchés et le nécessaire désendettement des économies, qui va réduire le rendement des fonds propres, signent la fin de cette croyance.

Mieux encore, Patrick Artus conclut sa note en démontrant que le rendement à long terme, de 1970 à 2008, des obligations est devenu supérieur à celui des actions ! À ce jeu, quelle est la dette (obligation) la plus sûre si ce n'est celle de l'État ?

En second lieu, cette situation présage de la catastrophe des fonds de pension qui sont de nature majoritairement investis en actions. La perte de 20 % de valeur sur 18 mois soit 2 000 milliards de dollars des fonds nord-américains, n'en est qu'un aperçu. En effet, le fonds de pension est défini sur la croissance forte de la valeur actionnariale. À un certain montant de cotisations épargne-retraite, correspond une rente définie, parfois garantie. Investir dans les obligations revient à briser cette mécanique. Les fonds de pension seront de plus en plus rapidement dans l'incapacité de tenir leurs engagements et tomberont en faillite. L'État est déjà de plus en plus fréquemment appelé à donner sa caution. (4)

Le système de retraite par répartition est bien le seul système économiquement et socialement efficace.

Jean LATOUR

(1) Commenté dans *Royaliste* no 803 en 2002 « Fonds de pension : l'inquiétude demeure ».

(2) Source : *Les Échos* du 14 avril 2008.

(3) *Monde diplomatique*, source BRI, janvier 2008.

(4) Sur Google, tapez *pension funds bailout*.

Anti-américanisme

5 novembre 2008 : Il ne reste plus un seul anti-américain sur terre.

Il était difficile de ne pas s'associer au concert unanime d'admiration de l'Amérique. Un véritable tsunami a recouvert la planète. Il ne reste plus un seul anti-américain sur terre. Les Américains ont montré qu'ils savaient le moment venu faire le bon choix, le choix que chacun avait déjà fait pour soi hors des États-Unis. Même McCain l'a reconnu, le vrai McCain enfin libéré des compromissions de la politique électorale républicaine. Instant magique d'unanimité nationale. Mondiale aussi. Obama est le candidat rêvé non seulement pour les États-Unis, mais on rêve de l'avoir à la tête de la France, de la Grande Bretagne... Les chefs d'État et de gouvernement, comme les chefs des oppositions, pour réussir chez eux vont devoir montrer qu'ils s'entendent bien avec lui, qu'ils lui ressemblent, qu'ils font la même politique que lui. La danse des sorcières va s'orchestrer dès les premiers rendez-vous autour de lui.

Bien entendu chacun sait, lui le premier, qu'il ne répondra pas à tous les espoirs placés en lui. Il est déjà en piste pour 2012. Un seul mandat ne suffira pas pour opérer le changement. Peut-être inaugurerait-il, sous la pression populaire, le retour à un troisième mandat comme Roosevelt ?

Bien sûr il l'a dit, il commettra des erreurs. On pourra donc le critiquer ici ou là pour telle ou telle décision. On sera encore libre de *raison garder*. Mais on sent bien que l'on sera emporté par le courant. Que, semaine après semaine,

mois après mois, on sera sous le charme, séduit par cet incroyablement joueur de flûte. Nous serons amenés à faire son éloge à chaque chronique. Cela démontrera une fois pour toutes que nous n'avons jamais été anti-américains. Nous nous inscrivons dans la tradition de Louis XVI, de Vergennes, de Rochambeau et de La Fayette : nous soutenons la révolution américaine. Nous serons donc à la pointe du combat, les *Ultras* d'Obama.

C'est ce qui nous distinguera des habituels hérauts de l'Amérique, quoi qu'il arrive, du libéralisme, du capitalisme, de tous ces plumitifs que nous dénonçons à longueur de colonnes depuis des décennies, de ce parti de l'étranger que nous pourfendons sans peur et sans relâche ?

D'autant qu'Obama sera un super consensuel, quelqu'un qui passera son temps à dépasser les clivages, à réconcilier les extrêmes, à imaginer les compromis les plus improbables. Où nous situons-nous dans ce magma obamaniaque, comment émergerons-nous dans la vague gigantesque qui mettra longtemps, très longtemps à retomber ? Quelle sera notre différence ? Comment faire entendre encore notre petite musique au milieu de cet orchestre de louanges ?

Nous relèverons le défi par le haut, selon notre tradition royale. Un roi nous est donné. Comptez sur nous pour le porter aux nues. Nous serons ses propagandistes, mais à notre manière.

Finis l'anti-américanisme ? Finis les anti-Américains ? Il en reste bien encore un : M. Dmitri Medvedev, prési-

dent de la fédération de Russie. Cela n'étonnera pas. Les Russes sont racistes (c'est bien connu). Ils croient en la guerre de *tous les Blancs contre tous les autres* (un maréchal soviétique visionnaire dans les années 70 sur le site spatial de Baïkonour à l'un de nos ministres des Affaires étrangères). Si vous êtes contre Obama, c'est que vous êtes raciste. À ce prix, 55 % des Blancs américains qui n'ont pas voté pour lui sont racistes ?

Et les Chinois, me direz-vous ? Bien plus intelligents, ils sont plus d'un milliard. Les Africains américains ne sont même pas trente millions. Les Chinois ont l'éternité pour eux ; l'Histoire que célèbre l'Amérique avec ce vote a à peine cent ans, incluse dans une mémoire d'homme. Bizarrement, il n'a pas été question de la Chine dans toute la campagne présidentielle, contrairement à toutes les élections jusque-là et y compris l'élection de 2000. Omission réciproque qui ne signifie pas qu'ils vont s'ignorer. On attend la rencontre des Noirs et des Jaunes.

Disparition encore plus voyante du monde blanc ? Obama est à la fois la victoire de la couleur et son effacement, puisque son élection marque, dit-on, l'avènement d'un monde post-racial, monde post-américain (Fareed Zakaria), dans la mesure où l'Amérique, jusqu'à présent, qu'on le veuille ou non, était caractérisée dans le monde par le pays où la couleur de peau comptait. Il faudra apprendre désormais à ne plus voir le monde en noir et blanc, en pro et anti, en bons et en mauvais.

Yves LA MARCK

BRÈVES

◆ **ESPAGNE** – Paru à l'occasion du 70^e anniversaire de la reine Sophie, un livre d'entretiens accordés à la journaliste Pilar Urbano, *La reina muy de cerca* (La Reine de très près), a suscité une vive polémique. Les propos rapportés de la reine comportaient, entre autres, des jugements personnels sur de nombreux sujets de société (avortement, mariage homosexuel, euthanasie). Répondant aux critiques qui accusaient l'épouse du roi d'avoir « rompu le principe de neutralité de la monarchie » (Olaia Fernández, député nationaliste de Galice), un communiqué de la Maison royale déclare qu'il s'agit d'affirmations « supposées, qui, en tout état de cause, ont été faites dans un cadre privé et qui ne correspondent pas avec exactitude aux opinions exprimées » ajoutant : « Telles qu'elles sont reproduites, elles ne reflètent pas la ligne de respect et de neutralité absolus » de la reine « devant les thèmes qui sont sujets à polémique dans la vie publique espagnole et internationale et, en particulier, devant ceux qui font l'objet de décisions des représentants de la souveraineté nationale ou de tout autre pouvoir de l'État ». Assez paradoxalement c'est le Parti Populaire (droite conservatrice) qui s'en est pris le plus vivement à la reine alors que Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) par la voix de Maria Teresa Fernandez de la Vega, vice-présidente et porte-parole du gouvernement, a affirmé que cette reine « aimée et respectée » remplissait son rôle de façon « impeccable ».

◆ **BHOUTAN** – C'est devant 30 000 personnes réunies dans le stade de la capitale, Thimphou, qu'au lendemain de son couronnement le roi Jigme Khesar Namgyel Wangchuck a déclaré : « Ma plus grande inquiétude est qu'au moment où le monde change nous perdions ces valeurs fondamentales sur lesquelles se fonde notre identité en tant que nation et peuple », « Dans ce monde qui change si vite, si nous n'avons ni paix, ni sécurité, ni bonheur, nous n'avons rien ! C'est l'essence du Bonheur national brut. Nous devons assurer la paix et le bonheur de notre peuple autant que la sécurité et la souveraineté de notre nation ». Agé de 28 ans et diplômé d'Oxford, le plus jeune souverain du monde, récemment couronné, entend poursuivre la démocratisation et le développement de cette nouvelle monarchie parlementaire, tout en préservant sa forte identité nationale.

◆ **GRANDE-BRETAGNE** – Selon un sondage publié par le *Daily Telegraph* à l'occasion du 60^e anniversaire du prince Charles, 42 % des Britanniques souhaitent qu'il soit le prochain souverain alors que 35 % estiment qu'il faut sauter une génération et que ce soit le prince William qui succède à la reine actuelle. En 2005, c'était l'inverse, 42 % se prononçant pour William et 31 % pour Charles. Dans le même sondage 68 % des sondés souhaitent que le prince Charles continue à s'exprimer publiquement, comme il en a l'habitude, sur toutes les questions concernant l'environnement.

Crise dans l'armée ?

Journaliste à *Libération*, passionné depuis toujours par les questions militaires, Jean-Dominique Merchet publie sur la Toile le blog « *Secret Défense* » (<http://secretdefense.blogs.liberation.fr/>) qui fait aujourd'hui référence et qui constitue un forum très fréquenté par les militaires français.

En une période cruciale pour la défense nationale (réduction des effectifs et des équipements, engagement renforcé en Afghanistan, réintégration complète de l'Otan) il est important de connaître les avis d'un journaliste spécialisé, qui juge en toute indépendance d'esprit.

■ **Royaliste : Pourriez-vous faire le point sur les relations entre l'institution militaire et celui qui est, selon la Constitution, chef des Armées ?**

Jean-Dominique Merchet : En 2008, l'armée française a vécu une *annus horribilis*. Dès la campagne électorale, on constatait de grandes difficultés dans la communication entre l'institution militaire et Nicolas Sarkozy : même les industriels de l'armement, même Dassault, ont du mal à intéresser le futur président à leurs activités et à leurs projets. Quand Nicolas Sarkozy a été élu, les militaires s'attendaient à des changements profonds et ont vécu pendant une année dans l'angoisse car ils ne savent pas ce qui va être décidé.

Au cours de cette période, le nouveau président a multiplié les gestes maladroits. Par exemple, lorsque Nicolas Sarkozy se rend aux Glières, il est reçu par un général qui lui demande qu'une dizaine d'an-

ciens du maquis reçoivent la Légion d'honneur. Le président lui répond tout à trac qu'il lui en donne quinze... Il dit cela pour faire plaisir, sans se rendre compte qu'il insulte ceux qui vont recevoir cette décoration qu'on leur jette par poignées.

Cet incident est caractéristique de l'incompréhension qui existe entre Nicolas Sarkozy et les militaires : ils ne parlent pas le même langage, à tel point qu'on évoque parfois un *antimilitarisme de droite*. Puis c'est la publication en juin dernier du Livre blanc, rédigé par une commission où les militaires sont en minorité et qui prévoit la suppression de 54 000 emplois militaires. En réplique, des officiers dénoncent le Livre blanc dans une tribune signée *Surcouf* qui est publiée par *Le Figaro*. Ce qui déclenche la fureur de l'Élysée et du ministre de la Défense qui envoie la DPSD (ancienne sécurité militaire) saisir les ordinateurs des offi-

ciers du *Centre des Hautes études militaires*, qui forment l'élite de l'élite de l'Armée. Finalement, les ordinateurs ne sont pas fouillés car l'état-major comprend qu'on passe les bornes mais cette affaire alourdit l'ambiance.

Puis c'est le drame de Carcassonne : à cause d'une erreur de chargeur, un soldat tire sur la foule à balles réelles. Cette énorme faute déclenche la colère de Nicolas Sarkozy, qui traite les militaires d'amateurs. Tétanisés par le drame, les militaires ne comprennent pas que le président de la République, qui est vraiment pour eux le chef des Armées - leur chef - puisse les insulter. D'où la démission du chef d'état-major de l'Armée de terre. Le défilé du 14 Juillet n'arrange pas les choses puisqu'il se déroule en présence du président Assad. Or les militaires voient en lui le représentant d'un État responsable de l'attentat du *Drakkar* de 1983 qui fit 57 morts parmi

les parachutistes français : l'École Militaire Inter-Arme de Coëtquidan - dont une des promotions porte le nom d'un lieutenant tué dans cet attentat - participe au défilé et le fait est monté en épingle. En juillet, enfin, l'annonce des fermetures de garnisons, mais qui touchent moins les militaires, habitués à la mobilité, que les élus et les populations concernées.

■ **Royaliste : C'est dans cette situation de crise que survient l'embuscade du 10 août dernier en Afghanistan...**

Jean-Dominique Merchet : L'écho est considérable dans notre pays car l'opinion publique se rend compte tout à coup que nous faisons à nouveau la guerre et beaucoup de Français estiment que l'envoi de nouvelles troupes en Afghanistan et le retour dans l'Otan nous entraînent à faire la guerre pour le compte des Américains. Mais, paradoxalement, Nicolas Sarkozy fait un certain nombre de gestes qui lui permettent d'apaiser la crise de l'institution militaire.

■ **Royaliste : L'Armée connaît-elle une crise interne ?**

Jean-Dominique Merchet : Non. Les réductions d'effectifs et les fermetures de casernes ne doivent pas nous faire oublier un point fondamental : la France est l'un des rares pays au monde qui dispose

d'une armée réellement opérationnelle. Elle assure depuis quarante ans la dissuasion nucléaire d'une manière totalement autonome et les nations qui jouissent d'une telle autonomie se comptent sur les doigts d'une main. Cette armée a une dimension mondiale : nous avons une marine de haute mer, des bases dans de nombreux pays, des opérations en cours à l'étranger : au Kosovo, en Côte d'Ivoire, au Tchad, au Liban, en Afghanistan. En Europe de l'Ouest, seuls les Anglais se trouvent dans la même catégorie, d'une manière quelque peu différente : ils sont très proches des Américains, ils sont en Irak, ils ont un peu plus de moyens que nous mais ils n'ont pas de porte-avions et ne savent pas en fabriquer, ils n'ont pas non plus de satellites d'observation.

Autre point : l'Armée a remarquablement réussi sa professionnalisation, le recrutement se maintient à un bon niveau : 30 000 recrutements de jeunes par an, gendarmerie comprise, dont 15 000 pour l'armée de terre. Et il y a trois candidats pour un poste ! Les prévisions pessimistes des adversaires de ce qu'on appelait l'armée de métier ont été démenties.

■ **Royaliste : Quels sont nos problèmes ?**

Jean-Dominique Merchet : Le général Bentégeat, notre précédent chef d'état-major des Armées, avait coutume de dire ceci : quand je suis sorti de Saint-Cyr voici quarante ans, la France consacrait 4 % de son Produit intérieur brut à la Défense nationale. À la fin de ma carrière, elle y consacrait 2 %. Or le matériel coûte très cher : une tourelle télé-opérée (qui permet de tirer en restant à l'intérieur du véhicule blindé) coûte 300 000 euros et il nous en faut quelques centaines ; une bombe guidée coûte entre 500 000 et 600 000 euros, or on en largue une vingtaine par mois en Afghanistan. Le Livre blanc prévoit que la part de la Dé-

fense dans le PIB va continuer de baisser...

Autre problème, qui est politique : dans son fonctionnement quotidien, l'Armée française a cessé d'être une armée nationale pour devenir une armée otanienne. Beaucoup d'officiers ne s'expriment plus qu'en anglais pour parler de leurs activités ! Le rapprochement entre la France et l'Otan est engagé depuis une quinzaine d'années et il aurait continué sous une forme sans doute différente si Ségolène Royal avait été élue.

Je tiens à souligner que l'Otan ne ressemble plus à ce qu'elle était au temps de la guerre froide : ce n'est plus cette énorme organisation qui montait la garde en attendant l'arrivée des troupes soviétiques. Il n'y a quasiment plus d'organisation militaire intégrée : l'Otan, ce sont des états-majors qui ne disposent pas de forces permanentes mais qui mobilisent les forces qui le veulent bien. Ainsi, l'Allemagne est le pays le plus otanien d'Europe : or ce pays a refusé d'aller en Irak et il n'y a pas un seul soldat allemand au combat en Afghanistan... Au contraire, la France a décidé de participer aux attaques aériennes contre la Yougoslavie alors qu'elle était beaucoup moins engagée dans l'Otan qu'elle ne l'est aujourd'hui. Mais quelle est l'alternative à un retour de l'Otan ?

■ **Royaliste : Pour nous, c'est clair : il faut sortir de l'Otan ! À ce propos, qu'en est-il du projet de défense européenne ?**

Jean-Dominique Merchet : Seuls les Français en sont partisans ! Leurs partenaires les soupçonnaient de vouloir une défense européenne pour torpiller l'Otan, ce qui était vrai il y a quelques années. Nicolas Sarkozy, dont le penchant atlantiste est certain, a tiré les conséquences du refus des membres de l'Union européenne, qui justifie selon lui le retour complet dans l'Otan. Il veut rassurer ses



■ **Le Rafale : une production française chère mais réussie...**

partenaires en réintégrant l'Otan, pour faire progresser l'idée de défense européenne : c'est un pari, je suis pour mais part sceptique, mais ce pari n'est pas absurde.

■ **Royaliste : La décision de réintégrer l'Otan n'est-elle pas prise avant tout pour faire des économies budgétaires ?**

Jean-Dominique Merchet : On nous dit que nous ferons des économies grâce à l'Europe : je n'y crois pas une seconde. Souvenons-nous de l'avion de combat européen. Les Français n'ont pas voulu s'y associer car nous ne voulions pas perdre nos compétences dans le domaine des moteurs. Nous avons fait le Rafale, qui est très cher, c'est vrai. Mais les Anglais, les Espagnols, les Allemands et les Italiens se sont associés pour construire l'Eurofighter : cet avion coûte beaucoup plus cher (+ 1,5) que le Rafale et marche beaucoup moins bien ! La coopération européenne est utile, mais ce n'est pas toujours la solution.

■ **Royaliste : On veut réintégrer l'Otan sans poser la question principale : qui est l'ennemi ? Pourquoi envoie-t-on de nouvelles troupes en Afghanistan sans avoir engagé la discussion sur les objectifs politiques de l'action militaire ?**

Jean-Dominique Merchet : La France n'a plus d'ennemis à ses frontières terrestres. Le retour à la guerre froide contre

la Russie est une absurdité. Je suis très dubitatif sur les buts de guerre en Afghanistan mais il n'est pas simple d'en partir. Le *terrorisme*, ce n'est pas l'ennemi mais une façon de faire la guerre. Les djihadistes nous font la guerre : ce sont donc nos ennemis..

■ **Royaliste : Qu'en est-il aujourd'hui du lien entre l'Armée et la nation ?**

Jean-Dominique Merchet : Ce lien est très fort. Ce qui me tracasse en tant que citoyen, c'est que les enfants de l'élite dirigeante sont étrangers à l'Armée. Au mois de décembre, j'ai publié sur mon blog un article sur le choc entre deux événements concomitants : le fait que le prince Harry ait été obligé de quitter l'Afghanistan, devenu une cible après la révélation de sa présence parmi les soldats britanniques ; l'élection de Jean Sarkozy à la présidence du conseil général des Hauts-de-Seine. On m'a demandé si je n'étais pas royaliste ! J'ai rappelé que le président Doumer avait perdu quatre de ses fils pendant la Première Guerre mondiale - un cinquième est mort après la guerre des suites de ses blessures... On ne doit pas seulement envoyer des hommes du peuple se battre au loin, les enfants des hommes d'État doivent eux aussi prendre part aux opérations militaires.

**Propos recueillis
par B. La Richardais**

Sites

En période de crise, il est nécessaire de recueillir un maximum d'informations pertinentes.

Mais où s'informer ? Beaucoup de citoyens accablés par le bavardage médiatique vont chercher l'information sur la Toile. Il est vrai qu'on y trouve le meilleur et le pire. Mais on peut se constituer peu à peu un répertoire des sites qui diffusent une information sérieuse et qui permettent de solides discussions. Si bien qu'on passe de plus en plus de temps à lire des articles sur la Toile – au détriment de la presse écrite et télévisée.

Cette tendance lourde est en train de devenir une véritable révolution en ce sens que le pouvoir de la presse traditionnelle est en rapide déclin tandis que les rapports de force au sein de l'intelligentsia sont en train d'être bouleversés. Tel intellocrate, omniprésent dans la presse écrite et sur les écrans, s'aperçoit aujourd'hui que son pouvoir se réduit comme peau de chagrin...

Preuve : en une seule émission d'*Arrêt sur images* (par exemple le débat tout récent avec Emmanuel Todd) on en apprend plus sur l'actualité du moment (les élections américaines) qu'en cent heures de journaux télévisés (1).

Autre preuve : la richesse des analyses françaises et américaines sur la crise financière que l'on trouve sur un site de contre-information (2) qui deviendra indispensable à tous les internautes soucieux de se faire une idée du proche avenir.

Jacques BLANGY

(1) <http://www.arrets-sur-images.net/contenu.php?id=1367> (site payant sauf pour l'actualité immédiate).

(2) *Contre Info* - <http://www.Contreinfo.info>

La violence d'une oubliée

L'offensive menée par le patronat et ses alliés politiques contre les salariés a réussi à cause des renoncements successifs de l'élite rose. François Ruffin ne parvient pas à se faire une raison.

Les puissants ne prennent jamais garde aux rebelles discrets, aux révolutionnaires courtois – ni même aux enquêteurs obstinés. Le cas de François Ruffin relève des trois catégories. Il y a cinq ans, il avait refusé de se couler dans le conformisme médiatique et publié un livre (1) qui lui fermait les portes des salles de rédaction où l'on peut, très jeune, confortablement gagner sa vie en guignant les sommets de la profession : devenir Étienne Mougeotte ou Christine Ockrent, fabuleux destin...

Ce mauvais esprit avait persévéré en combattant *Le Courrier Picard* à bord d'un brûlot nommé *Fakir* et il s'obstine au *Monde diplomatique*. Cette mal-pensance n'est pas le fruit d'une idéologie recuite mais l'effet d'une double constatation : les riches font la guerre aux pauvres, les pauvres perdent cette guerre à cause des reniements de leurs protecteurs autoproclamés. Et de cette trahison, François Ruffin ne se remet pas. Alors il a écrit un nouveau livre (2) pour souligner l'évidence de la violence patronale et pour refaire toute l'histoire de la défection de celles et ceux qui osent encore se dire aujourd'hui socialistes.

On dira que tout cela est archi-connu. Il est vrai que les statistiques sont là : énorme enrichissement des riches, appauvrissement des pauvres – et de ceux qui étaient à l'aise il y

a dix ou vingt ans. Mais ce qui est connu doit être reconnu et nous sommes encore loin du moment où l'évidence enfin généralement admise de l'injustice fera prédominer le sentiment de l'intolérable d'où naîtront les révoltes et les révolutions constructives.

A cet égard, François Ruffin a un triple mérite : faire tomber les masques des puissants ; appeler les choses par leur nom ; donner maints exemples, par voie de reportages, de la violence sociale.

Je laisse au lecteur le soin de découvrir comment cela se passe quand la CGT vient, au nom de tout un personnel sacrifié, troubler Bernard Arnault et les actionnaires de LVMH. Je le prie de parfaire sa connaissance des revenus et de mesurer à nouveau l'écart entre la feuille de paie de 1 000 € et les émoluments de Dominique Strauss-Kahn au FMI : 300 000 euros annuels (nets d'impôts) qui lui permettent de déclarer, après un personnage dont il se dit l'adversaire, qu'il faut travailler plus pour gagner plus. Et les revenus des grands patrons sont tellement élevés qu'ils en deviennent abstraits.

C'est à cela qu'on vérifie la réalité d'une lutte de classes que les diverses fractions de la classe politique s'emploient à nier depuis un quart de siècle. François Ruffin a cherché dans une montagne de déclarations publiques : rien sur la

lutte des classes chez Ségolène Royal. Rien chez François Chérèque. Rien chez Marie-George Buffet. Interrogés par François Ruffin sur les raisons de cet oubli, les hiérarques de la gauche politique et syndicale ont renchéri dans la médiocrité, la veulerie, l'enfumage.

Relire les propos de campagne de Ségolène Royal, qui veut gommer les conflits sociaux et qui tient aux patrons ce rude langage : « *Faites des profits, augmentez vos revenus !* ». Découvrir la bouillie pour les chats touillée par l'étoile montante du Parti, Vincent Peillon, don Quichotte terrassant l'hydre marxiste qui a quitté le marigot politique depuis belle lurette, et exaltant « *le retour à la tradition individualiste* »...

La vérité sociale et politique, c'est chez le milliardaire Warren Buffet qu'on la trouve clairement énoncée : « *La guerre des classes existe, c'est un fait, mais c'est la mienne, la classe des riches, qui mène cette guerre et nous sommes en train de gagner* ».

Les vainqueurs du moment ont trouvé leurs Collaborateurs. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire mais la guerre n'est pas terminée.

Maria DA SILVA

(1) François Ruffin – « *Les Petits soldats du journalisme* », Les Arènes, 2003, prix franco : 17 €. Voir notre recension dans *Royaliste* n° 823 et notre entretien avec l'auteur dans *Royaliste* n° 830. 

(2) François Ruffin – « *La guerre des classes* », Fayard, prix franco : 20 €. 

Lire Günther Anders

Günther Anders ne bénéficie pas de la renommée et de l'aura de quelques-uns de ses contemporains, qui furent éventuellement ses amis : Bertolt Brecht, Walter Benjamin, Herbert Marcuse, Hans Jonas. A fortiori, Hannah Arendt dont il fut le premier mari ! Mais c'est une grave erreur car Anders mérite d'être lu, médité et compris à l'égal des plus grands, tout simplement parce que ce qu'il a écrit est littéralement prophétique et parce qu'il nous permet de réfléchir aux enjeux les plus profonds de notre civilisation dite moderne, industrielle, technique... Il me semble même que la crise actuelle, financière et économique, nous renvoie indubitablement à des questions anthropologiques, décisives, où l'acuité d'Anders peut s'exercer d'une façon ravageuse, parfaitement justifiée. Il est vrai que son langage est dur à entendre, que ses remises en cause déstabilisent jusqu'aux plus sages. Et pour tout dire, me déstabilise moi-même dans mes certitudes stratégiques pour l'équilibre mondial. Un seul exemple. Partisan de la force de frappe française de longue date, convaincu par l'argumentation du général Gallois, comment pourrais-je trouver un compromis avec le radicalisme antinucléaire de Günther Anders : « *Que ta maxime soit : canaliser la discussion dans la seule direction valable – la menace que l'humanité a suspendue au-dessus de sa tête en créant sa propre Apocalypse – et le faire même si tu cours le risque de devenir la risée de tous et d'être ridiculisé pour paraître immature et irréaliste sur le plan politique.* »

Je puis toujours répondre que la doctrine de la dissuasion est précisément fondée sur la volonté de rendre impossible l'usage de l'arme absolue, qu'elle a permis que la guerre froide ne débouche pas sur l'apocalypse et qu'au demeurant l'existence indubitable de la menace nucléaire rend inefficace tout pacifisme moral. Mitterrand l'avait dit d'une formule définitive : « *les fusées sont à l'Est, les pacifistes à l'Ouest* ». Rien de cela n'aurait convaincu Anders, qui pensait qu'une révolution mentale devait nous conduire à la disparition des arsenaux nucléaires et plus encore à faire prendre à l'humanité la résolution définitive de ne plus jamais transgresser l'interdit. C'est-à-dire l'impossibilité de songer seulement à la possibilité de vivre et de mourir sous l'empire du nucléaire : « *Si toi et moi, ne réussissons pas à faire comprendre à l'humanité cette situation, nous sommes perdus.* » Je suis d'autant moins enclin à fermer l'oreille à cette injonction, qu'elle me rappelle, exactement, ce que mon maître Georges Bernanos m'avait inculqué dès le plus jeune âge et qui est resté ancré au fond de ma conscience : « *Il n'est plus temps d'opposer une autre technique à la technique. Notre seul espoir est dans la réaction spontanée de l'instinct et de la nature de l'homme contre un ordre inhumain.* »

par Gérard Leclerc



Écrivant cela avant même la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'auteur de *La France contre les robots* n'a cessé de l'asséner après la chute du nazisme, jusqu'à sa mort. Au prix de l'incompréhension de beaucoup, et même d'un Emmanuel Mounier qui avait récusé ce manifeste antimoderniste comme écho d'une nostalgie passéiste insupportable.

Bernanos n'avait nullement fléchi sous l'algarade. Et l'évolution ultérieure d'*Esprit* lui donnerait posthument raison, avec le ralliement de Jean-Marie Domenach aux positions radicales d'Ivan Illich. À la même période, Jacques Ellul allait développer un réquisitoire très construit à l'encontre du vertige d'une technique toute puissante qui impose ses normes à une société assujettie. Qui pourrait sérieusement déclarer obsolètes ces analyses et ces prédictions ? On pourra rétorquer que l'apocalypse n'a pas eu lieu, qu'Hiroshima ne s'est pas reproduit et que la chute de l'empire soviétique nous a fait entrer dans un nouvel âge, définitivement débarrassé de l'hypothèque totalitaire. Ce serait se satisfaire à peu de frais, en écartant ce que la crise actuelle révèle de la logique pernicieuse qui rend à nouveau pertinents les avertissements de Günther Anders et de tous ses frères en angoisse humaine et terrienne : « *Empêcher la naissance de situations où il n'est plus possible d'être moral et qui pour cette raison se soustraient à la compétence de tout jugement moral.* »

On trouvera peut-être osé ou artificiel le prolongement que je propose avec la crise actuelle. Mais il me semble que le culte du *marché*, qui prolonge la vieille croyance libérale au *doux commerce*, s'apparente à la confiance aveugle au règne de la technique. Réputé neutre comme la technique serait neutre – funeste illusion – ce marché devient une idole indiscutable. Les apologistes prétendent que ce ne sont que des outils à notre disposition, indispensables pour le projet commun et la satisfaction de tous nos besoins. Mais arrive un seuil où les outils prétendus nous échappent et se retournent contre ceux qui les ont fabriqués. Tel est le diagnostic de Jean-Pierre Dupuy, lecteur très pénétré de Girard, Illich et Anders, qui montre que la question du bien et du mal est devenue désuète. « *Tout se passe comme si les outils et les produits de nos fabrications prenaient une vie autonome et décidaient à notre place.* » L'impératif technique remplace le jugement moral ou la réflexion sur les causes finales. L'humanité est instrumentalisée sous l'effet d'inflexibles moyens qui sont devenus des fins.

On trouvera peut-être qu'il est audacieux d'associer aux monstruosités d'Auschwitz et d'Hiroshima les débordements de notre système financier et les destructions de notre environnement par l'*hubris* technique. Mais n'y a-t-il pas une même logique à l'œuvre, soulignée par Jean-Pierre Dupuy : « *Nous ne croyons pas ce que nous savons, parce que nous n'arrivons pas à nous représenter les implications de ce que nous savons.* » En d'autres termes, le désastre se produit dans nos têtes. C'est exactement ce que dit Günther Anders : « *S'il s'avérait que le savoir et la pensée se sont séparés pour de bon, nous serions bien alors les jouets et les esclaves non pas tant de nos machines que de nos connaissances pratiques, créatures écervelées à la merci de tous les engins techniquement possibles, si meurtriers soient-ils.* » La crise passée, notre libéralisme écervelé ne repartira-t-il pas de plus belle, indifférent à ses effets meurtriers ? ■

■ Günther Anders - « *Hiroshima est partout* », Seuil, préface de Jean-Pierre Dupuy, prix franco : 28 €.

Achat immédiat

Boniface de Castellane type et archétype

Si vous passez un jour par Rouziers-de-Touraine, vous pourrez vous rendre compte de la vanité extrême de toute célébrité et de toute fortune.

Cette petite commune abrite la dernière demeure qui menace ruine de Boniface de Castellane, dit *Boni*, l'archétype de l'aristocrate de la Belle Époque, modèle de Proust pour Robert de Saint-Loup.

La biographie fouillée que lui consacre Éric Mension-Rigau (1) fait le tour du personnage, de sa vie sous tous les angles. Bel ouvrage, documenté, sérieux, pointilleux et juste.

Né dans l'une des plus grandes et anciennes familles de la noblesse française, Boni possédait tout ce qui faisait un gentilhomme accompli : le charme, la culture la plus étendue, l'élégance la plus recherchée, la conversation, le sens du service, le patriotisme le plus pur. Descendant de Talleyrand, socialement idéalement placé, il joua pendant des décennies le rôle de *facilitateur* de contact au service de son pays. Plusieurs fois élu député de l'antique fief, il y représentait cette frange de l'opinion demeurée catholique, royaliste et profondément conservatrice. De droite extrême, Boni fut violemment anti-dreyfusard et très porté sur la violence comme moyen politique avec des duels que l'on ne compte plus et bien souvent des mentions peu amènes dans la presse.

La grande affaire de Boni fut son mariage catastrophique à Anna Gould, fille d'un magnat des chemins de fer aux États-Unis, dont l'origine de la fortune prête, disons... à discussion. Boni inaugurerait là une pratique dans l'aristocratie

française qui ne fut, sauf rare cas, pas trop heureuse, le pire ayant été atteint dans les années 60 par le feu duc de Doudeauville.

Plongée dans un milieu dont elle ne savait rien des usages, trop peu intelligente pour s'adapter, trop rigide pour admettre le style de vie de son mari, Anna Gould, décédée seulement en 1961, fournit pourtant à son mari les moyens financiers nécessaires pour mener le train de vie qu'il voulait sien. Jusqu'à la caricature, l'ostentation et le vilain snobisme. Là se trouvait la limite du personnage. Du *bling-bling* avant l'heure. La construction avenue Foch du Palais Rose, pastiche sublime et brillant du meilleur XVII^e siècle devait rester le symbole d'une vie passée à dépenser sans jamais compter la solide fortune d'une femme qui finit par s'en lasser, comme de beaucoup d'autres choses...

Vinrent le divorce et la ruine. Boniface de Castellane passa avec le même bonheur, sinon le même plaisir, de l'opulence à la gêne. Le personnage ne s'en modifia pas pour autant et c'est là le côté attachant de cet homme qui ne fut jamais le nouveau Talleyrand qu'il rêvait d'être mais rendit pourtant de signalés services à son pays. À sa mort en 1932, le Tout-Paris se pressa aux obsèques d'un des siens qu'elle avait admiré, blâmé, vilipendé mais jamais cessé d'apprécier à sa valeur.

Pascal BEAUCHER

Éric Mension-Rigau - « *Boni de Castellane* », Perrin, prix franco : 24 €. 

Il risque de pleuvoir

Un petit livre, apparemment sans prétention, en dit parfois beaucoup plus sur l'état de notre société que de longues thèses de plusieurs tomes. Ainsi en est-il du roman d'Emmanuelle Heidsieck (1).

L'auteur, ancienne journaliste au *Monde initiative*, y décrit le plan minutieux échafaudé de longue date par les sociétés d'assurance privées pour accaparer l'argent de la Sécurité sociale et des assurés. Lors de la cérémonie religieuse d'un enterrement qui réunit tout le gratin de l'assurance privée, Antoine Rougemont passe en revue sa propre histoire. Cadre dirigeant dans l'une de ces compagnies, il connaît tous les agissements du milieu et de ses acteurs, l'histoire et l'évolution de la Sécurité sociale, son devenir possible si la mafia de l'assurance privée parvient à ses fins.

D'une forme classique qui respecte l'unité de temps, de lieu et d'action, rédigé dans un style net et sans bavure qui au début peut dérouter, une écriture sans fioriture qui va à l'essentiel, Emmanuelle Heidsieck embarque le lecteur dans son roman dont on peut regretter la brièveté. Une fois, le livre refermé, on en attend une suite, tant ses personnages sont attachants ; tant on souhaite, aussi, que le protagoniste se transforme en Zorro ou en Robin des Bois des temps modernes.

Mais à la réflexion, on se dit que l'essentiel y est : elle est parvenue à distiller le doute, dans l'esprit de l'assuré qui sommeille dans le lecteur, à éveiller sa conscience. À tel point qu'on ne peut plus envisager sa cotisation à sa mutuelle santé de la même manière. Seul l'appât du gain guide la stratégie de ces entre-

prises et leurs cadres. Les assurés ne les intéressent que lorsqu'ils sont en bonne santé et leur permettent, via leurs cotisations, d'engranger de juteux bénéfices. Un assuré malade les intéresse déjà moins. Le rôle néfaste joué par certains intellectuels - François Ewald (2) en tête - y est non pas dénoncé, ce n'est pas le propos d'Emmanuelle Heidsieck, mais mis en évidence.

En juin dernier, la proposition faite par le directeur de l'Assurance maladie de ne plus rembourser qu'à 35 % les médicaments des malades atteints d'affections de longue durée (cancers, notamment) a donné une illustration inattendue à *Il risque de pleuvoir*. La proposition - aujourd'hui heureusement non retenue - prévoyait en effet que ces médicaments continueraient à être remboursés en totalité par... les mutuelles (notamment privées). Lorsque la fiction rencontre la réalité !

Nicolas PALUMBO

(1) Emmanuelle Heidsieck - « *Il risque de pleuvoir* », Le Seuil, prix franco : 15 €. 

(2) Ancien militant maoïste et secrétaire de Michel Foucault dans les années 1970, François Ewald est aujourd'hui le théoricien de la Fédération française des sociétés d'assurance (patronat). Il a co-signé avec Denis Kessler, numéro 2 du Medef de la période Seillière, un article intitulé « *Les noces du risque et de la politique* » (in *Le Débat* n° 109, 2000) dans lequel il expose sa théorie. Mais François Ewald n'est pas que théoricien, il tente de mettre ses idées en pratiques : il préside, en effet, au secrétariat d'État à la Prospective, un groupe de travail sur la manière dont sera pris en charge le risque maladie en 2025. Les assurés ont du souci à se faire.

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR, se réunira à Paris le **dimanche 30 novembre** prochain.

Les membres du Conseil recevront en temps utile la convocation et l'ordre du jour mais ils sont priés de noter cette date afin d'être présents.

CONGRÈS 2009

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 7 et 8 mars 2009.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 7 mars). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, **"La crise alimentaire"** et, d'autre part, **"Participation et droit des salariés"**.

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

SOUSCRIPTION

Notre souscription 2009 n'est pas encore lancée mais nous remercions déjà ceux qui, sans attendre, nous ont fait parvenir leurs dons sans lesquels nous ne pourrions poursuivre notre entreprise.

1^{ère} liste de souscripteurs

Elisabeth Barat 7.62 € - Guy Delranc 40 € - Michèle Dutac 14.48 € - Michel Fontaurelle 300 € - Yves Garnier 53 € - François Hiss 7.62 € - Jean-François Maurel 300 € - Yolande de Prunel 30 € - Daniel Rietsch 63 € - Jacques Roué-Daëron 23 € - Ludovic Schmitt 100 €.

Total de cette liste 788.72 €

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 19 novembre** - Éditeur, essayiste, **Jean-François COLOSIMO** est professeur de philosophie et de patrologie à l'Institut Saint-Serge de Paris. Il nous avait présenté en 2006 l'ouvrage qu'il avait consacré à la religiosité aux États-Unis. Après *Dieu est américain* voici *« Dieu au pays de Dostoïevski »*. L'enquête théologique et politique menée par notre invité permet de préciser ce qui reste flou dans l'esprit de beaucoup : la tradition byzantine, la religion orthodoxe, sa relation avec le tsarisme, le débat entre slavophiles et occidentalistes, le rôle des nombreux courants mystiques qui ont marqué l'histoire de la Russie. Cette passion religieuse a été violemment combattue par les thèses nihilistes tandis que le terrorisme prenait une dimension inconnue en Europe de l'Ouest à la fin du XIX^e siècle. Le communisme est-il en rupture ou dans le prolongement de cette histoire ? Comment la Russie se retrouve-t-elle après l'effondrement de l'Union soviétique ? Qu'en est-il du pouvoir politi-

que et de la spiritualité russes ? En quoi les œuvres conjointes de Dostoïevski et de Soljenitsyne peuvent-elles éclairer le siècle, pour les Russes et pour nous-mêmes ?

● **Mercredi 26 novembre** - Longtemps résumé par un slogan détaché d'une formule banale (*« Enrichissez-vous ! »*), incarnation du bourgeois égoïste, tenu pour responsable de la chute de Louis-Philippe, *« Guizot le méconnu »* fait depuis une vingtaine d'années l'objet de lectures attentives pour ce qui concerne la philosophie politique.

Éditeur, critique, historien (on lui doit entre autres un excellent ouvrage consacré à l'avènement d'Hugues Capet), **Laurent THEIS** fait dans un ouvrage récent le portrait complet d'un homme aux fortes convictions et aux multiples talents. Éminente figure du protestantisme français, ce monarchiste libéral fut un très remarquable historien. En une époque riche en personnalités intelligentes et cultivées, François Guizot ne cessa de se tenir au premier rang, sur la scène française et européenne. Admiré dans de nombreux milieux, lu par des centaines de milliers de lecteurs, puis insulté et haï, François Guizot vécu ses engagements dans la fidélité à ses convictions. Il importe de s'interroger aujourd'hui sur l'intérêt de l'œuvre et sur les raisons de l'échec politique d'un personnage qui fut en plus d'un sens exemplaire.

● **Mercredi 3 décembre** - Notre dialogue avec Jacques Julliard a débuté il y a plus de trente ans. Nous l'avons d'abord connu comme historien du premier syndicalisme français et nous avons suivi, d'essai en essai, d'article en

Quelques changements dans l'organisation des "Mercredis".

Afin d'améliorer la qualité de nos "Mercredis" deux modifications notables :

- 1/ La porte sera **irrévocablement fermée** à partir de 20h15 et nous n'accepterons plus personne ensuite.
- 2/ Les personnes désireuses de participer au repas sont **priées de s'inscrire** dès leur arrivée. Nous prendrons les inscriptions dans la limite des places disponibles.

article, le journaliste engagé qui est aujourd'hui directeur délégué de la rédaction du *Nouvel Observateur*.

Bien des colonnes de *Royaliste* ont exprimé nos accords et nos désaccords mais, par delà toutes nos divergences, nous avons au moins un point commun avec **Jacques JULIARD** : la fidélité à des œuvres majeures, préservée et approfondie au cours des aventures politiques. C'est ainsi que nous nous étions retrouvés voici quelques années autour de Pascal. Nous sommes heureux de la voir revenir avec un nouveau livre *L'Argent, Dieu et le diable*, pour évoquer *« Péguy, Bernanos et Claudel »*. Trois marginaux, ennemis de toute concession, qui ont choisi la sécession (Péguy), l'exil (Bernanos) ou l'errance (Claudel) pour affirmer leur pensée en pleine liberté. Tous trois ont une relation singulière à la France, au Politique en tant que tel, à l'argent - à Dieu et au diable car tous trois sont catholiques. Ils peuvent aujourd'hui nous protéger des confortables résignations.

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)
ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Nos atouts sacrifiés

Par rapport aux États-Unis, au Royaume-Uni, à l'Espagne, la France dispose face à la crise de magnifiques atouts. Nous avons une *doctrine française*, implicite, dont j'ai rappelé naguère la cohérence et qui ne demande qu'à être actualisée. Cette doctrine intègre la logique de l'intérêt général, la tradition de l'intervention de l'État dans l'économie et pour la protection sociale, une solide expérience de nationalisations réussies, la conception gaullienne des rapports de force européens et transatlantiques. Nous avons une Constitution qui garde ses avantages, malgré les atteintes qui ont été portées par les chiraquiens, les jospinistes, les sarkoziens. Nous bénéficions d'une solide administration qui se mobiliserait avec enthousiasme, comme elle le fit après la Libération pour la reconstruction du pays puis dans les premières années de la V^e République...

Dans le moment présent, nous observons que les Français sont moins endettés que les Anglais et les Américains et nous savons que nos forces industrielles peuvent être reconstituées de manière plus rapide et plus efficace qu'ailleurs dans un secteur public élargi et rénové comme dans le secteur privé. Manque l'arme monétaire, qui peut être récupérée, et la protection douanière qui permettrait à la France et à l'Union européenne de réorganiser et de renforcer les économies nationales. Il faudrait dans le même temps reconnaître que des fonctionnaires nombreux et bien payés, que des retraités disposant de revenus confortables, contribuent largement au soutien de la demande

globale. En augmentant massivement le salaire minimum, en rétablissant le contrôle de l'inspection du travail sur les licenciements, en favorisant par tous les moyens disponibles les relocalisations nous pourrions retrouver la voie de la croissance et du développement.

Égoïsme nationaliste ? Au contraire : les projets et les plans nationaux doivent être conçus et appliqués à l'échelle du continent ; notre richesse collective, aujourd'hui confisquée par quel-



ques profiteurs et gaspillée dans les spéculations, nous permettrait d'aider les nations appauvries.

Par bribes et morceaux, ces thèses se retrouvent parfois dans les discours de Nicolas Sarkozy. Mais les formules bien frappées et l'agitation du personnage ne parviennent plus à masquer sa fidélité au credo ultra-libéral, ses solidarités de classe, ses échecs patents.

C'est toujours la même logique infernale qui est imposée à la société française. On fait voter en douce la possibilité de travailler jusqu'à soixante-dix ans, sans préciser que dans ce volontariat c'est toujours le patron qui choisira les volontaires, sans annoncer que cette disposition

légale permettra de ne pas réévaluer les retraites. Le plan social claironné à Rethel le 28 octobre est nul : les sommes qui y seront consacrées sont dérisoires par rapport aux menaces qui pèsent sur maints secteurs de notre industrie délabrée. D'ailleurs, Nicolas Sarkozy a avoué, comme naguère Lionel Jospin, son impuissance face à la montée du chômage. Laisser faire, laisser aller...

Ce sont toujours les mêmes complaisances qui expliquent de scandaleuses décisions.

Alors que le président de la Caisse d'Épargne avait été contraint à la démission, suite à une perte de 751 millions d'euros dont la direction est responsable, celui-ci demeure président du conseil de surveillance d'une des filiales du groupe. Le parachute doré, maudit par Nicolas Sarkozy, s'est transformé, pour les besoins d'un inqualifiable sauvetage, en une soie brodée d'argent.

Et ce sont toujours les mêmes rododromes. Lancée le 23 octobre, l'idée du « *gouvernement économique* » a été publiquement récusée dès le 3 novembre par Jean-Claude Junker. Le plan de relance européen n'a aucune chance de voir le jour en raison des divergences de fond entre plusieurs États. L'europhile Jean-Pierre Jouyet a reconnu cet échec en constatant qu'il n'y avait pas de coordination des politiques économiques mais « *des réponses nationales désordonnées* ».

Nicolas Sarkozy avait un an pour préparer la France au choc de la crise qui a éclaté en août 2007. Il avait un an pour réfléchir avec les États de l'Union européenne à une stratégie d'ensemble. Or il se contente de réagir trop peu et trop tard, dans la méconnaissance et la confusion. Il est coresponsable du désordre qui est officiellement dénoncé.

Bertrand RENOUVIN